



RÉVOLUTION, AN VII

# Une lutte contre «le fatalisme des situations»

Par P<sup>r</sup> Yadh BEN ACHOUR

Les jugements des uns et des autres sur la révolution procèdent parfois d'une sorte de «brouillage des ondes» qui provoque, chez certains, des erreurs d'appréciation monumentales. Ces erreurs procèdent tout simplement d'un a priori qui n'a rien de scientifique, un préjugé commun qui n'a aucun soutien historique, d'après lequel une révolution serait la panacée universelle pour tous les maux sociaux et politiques, une sorte de paradis sur terre où régneraient une justice générale et une liberté pour tous. Les choses ne se passent cependant jamais ainsi. Aucune expérience historique ne vient à l'appui de cette croyance. Evidemment, avec un tel préjugé, on aboutit forcément à des jugements péremptoirs qui consistent soit à nier tout simplement l'événement révolutionnaire, soit à le qualifier de régression, soit à l'analyser uniquement avec le bout de la lunette pour finalement n'y voir que complots, manipulations, interventions extérieures, etc. Pour pouvoir examiner valablement un phénomène révolutionnaire, il faut tout d'abord prendre conscience qu'une distinction fondamentale existe entre la révolution elle-même et le processus historique qui la suit. Une révolution politique — car c'est de révolution politique que nous allons parler — quels que soient ses origines, sa forme, sa dimension, ses acteurs, est un phénomène protestataire, qui aboutit à un changement brusque et en général extraconstitutionnel (mais pas toujours) de régime politique, accompagné d'un message réformateur politique et social, entériné par les autorités mises en place à la suite des événements révolutionnaires. En

Malgré des accidents de parcours inévitables et quelques vicissitudes, nous avons gagné une nouvelle constitution programmatique, le culte du débat public, la liberté de la parole, la liberté de réunion et de manifestation pacifique, le pluralisme des partis et des associations, et nous gardons par-dessus tout les nuances droites et l'échine redressée face au pouvoir. L'ère des courbettes est également révolue.

peu de mots, une protestation, un message, une abolition, une reconnaissance. Dès lors que ces conditions sont réunies, une révolution existe et doit être analysée comme telle.

Les événements qui suivent, c'est-à-dire le processus post-révolutionnaire, peuvent provoquer d'immenses frustrations, pour la raison très simple qu'une révolution n'arrive jamais à réaliser dans l'immédiat l'ensemble de ses objectifs. Et cela est facile à expliquer: une révolution déstabilise totalement l'ensemble de la société, au niveau politique et institutionnel tout d'abord, mais également au niveau économique, culturel et social. Cette déstabilisation, non seulement n'aide pas la société à progresser dans l'immédiat, mais au contraire peut aggraver les situations de crises ou provoquer des phénomènes de régression ou de retour de manivelle. La Tunisie n'a pas échappé à cette règle.

Qu'avons-nous gagné, qu'avons-nous perdu ?

Nous avons tout d'abord gagné la révolution elle-même. En effet, pour le présent comme pour l'avenir, la révolution de décembre 2010-janvier 2011 reste le critère éthique et politique, en quelque sorte le guide, par rapport auquel chacun se déterminera, en particulier les gouvernements successifs. Les deux mots-clés de la révolution, la liberté et la dignité, ont quitté le domaine des utopies pures non réalisables, pour accéder à l'histoire réelle et au domaine de l'action politique concrète. Depuis la révolution, pas un jour ne passe sans que cette dernière ne soit revendiquée par tel ou tel gouvernement, tel ou tel parti, telle association, tel mouvement d'opinion. Et cela va continuer sur le long terme. Autrement dit, la Révolution a donné à la politique une dynamique totalement nouvelle. L'ère de la soumission et de la tutelle absolue du chef est révolue. Est également révolue l'ère du «fatalisme» auquel déjà Bourguiba a asséné un coup fatal. La pauvreté et l'injustice ne sont plus acceptées comme des situations établies, quasiment imposées par la providence. C'est en ce sens que nous pouvons dire que la Révolution reprend à son compte cette lutte contre «le fatalisme des situations», lutte qui caractérise le mouvement national et en particulier le mouvement littéraire et artistique

qui l'a accompagnée. C'est ce que nous avons gagné de plus essentiel. Pour aller plus dans le détail, il suffit de comparer la situation avant 2010 et notre situation aujourd'hui, pour constater, pour ceux qui l'auraient oublié, la distance sidérale qui les sépare. Malgré des accidents de parcours inévitables et quelques vicissitudes, nous avons gagné une nouvelle constitution programmatique, le culte du débat public, la liberté de la parole, la liberté de réunion et de manifestation pacifique, le pluralisme des partis et des associations, et nous gardons par-dessus tout les nuances droites et l'échine redressée face au pouvoir. L'ère des courbettes est également révolue. Tout cela est énorme. Je connais bien les vices et les défauts de notre système actuel. Comme tout le monde se plaît à le dire, il est loin d'être parfait. Mais il faut tout relativiser pour juger. Encore une fois, il faut mettre face à face les deux tableaux d'avant 2010 et d'après 2011. Evidemment, le plus grand défi concerne le relèvement économique, la situation financière du pays et la justice sociale. Je ne peux rien vous apprendre de nouveau sur ces questions qui sont quotidiennement rapportées et débattues dans les médias. Depuis 2011, l'actualité est hélas riche de mouvements protestataires récurrents, parfois violents et tragiques, comme nous le voyons actuellement sous nos yeux, en ce début d'année 2018. Mais, malgré cette situation, je demeure fondamentalement en désaccord avec tous ceux qui brossent un tableau totalement noir et lugubre de notre situation, en se fixant sur des faits négatifs, des attitudes critiquables des partis politiques, d'une certaine incohérence du régime politique par rapport à la constitution, le retour des figures de l'ancien régime, le retour de la mauvaise mentalité policière, l'islamisation menaçante et agressive de la société et même de certains secteurs de l'État, la situation catastrophique de la justice, le mauvais et si coûteux (surtout en temps) fonctionnement du régime parlementaire, les manifestations sans fin contre le mal-vivre et la précarité, etc. Je connais tout cela, je le dénonce et j'affirme que ça doit être réformé. Je dis tout simplement qu'il faut s'élever un peu plus haut, se détacher du quotidien, en vue de voir d'où nous sommes partis et jusqu'où nous sommes arrivés. Il n'y a vraiment pas de quoi avoir honte. Un simple coup d'œil sur la situation de nos voisins suffirait à convaincre.

En vérité, ce que nous avons perdu de plus essentiel, c'est la discipline sociale et le civisme. Mais, même sur ce plan, il faut relativiser. En effet, il est probable que la discipline sociale et le civisme aient été en apparence de meilleure facture sous la dictature. Mais il ne s'agit là que d'une apparence. En effet, il s'agissait d'un civisme de servitude. Je ne sais pas si un civisme de servitude est meilleur que l'incivisme que nous constatons de nos jours. Quoiqu'il en soit, cette situation chaotique doit être redressée dans les plus brefs délais.

En vérité, ce que nous avons perdu de plus essentiel, c'est la discipline sociale et le civisme. Mais, même sur ce plan, il faut relativiser. En effet, il est probable que la discipline sociale et le civisme aient été en apparence de meilleure facture sous la dictature. Mais il ne s'agit là que d'une apparence. En effet, il s'agissait d'un civisme de servitude. Je ne sais pas si un civisme de servitude est meilleur que l'incivisme que nous constatons de nos jours. Quoiqu'il en soit, cette situation chaotique doit être redressée dans les plus brefs délais. Avec prudence et tact, mais fermement, les gouvernements doivent œuvrer résolument dans ce sens. Les citoyens doivent apprendre la citoyenneté. Cette dernière est construite sur le socle de valeurs fondamentales qui ne sont pas toutes intrinsèquement politiques : le respect du temps, la lutte contre les nuisances environnementales, y compris les nuisances sonores, la tempérance dans les relations avec autrui, l'hygiène et la propreté publiques, l'ordre urbain et son esthétique, l'application de la loi contre les récalcitrants, etc. Pour agir dans l'ensemble de ces domaines, il y faut à la fois rigueur et imagination. Les temps sont difficiles, l'avenir le sera également. C'est le prix de la Révolution. Ce qui a un prix peut être chèrement acquis.

Y.B.A.

## ENTRETIEN AVEC

LOBNA JERIBI, CONSTITUANTE, VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DU PRÉAMBULE ET DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

# «L'appel à l'équité et à la dignité n'a pas été entendu»

Entretien conduit par Raouf SEDDIK

Démissionnaire du parti Ettakatol en mai 2015, Lobna Jeribi a poursuivi son engagement politique en dehors des partis. Elle anime actuellement un «think tank» — Solidar Tunisie — qui se propose d'apporter une aide aux décideurs... Le regard qu'elle porte sur la gestion actuelle du pays est sans concession : elle dénonce une déconnexion par rapport aux revendications socioéconomiques et appelle à la vigilance pour la préservation des droits et des libertés.

Quels sont vos souvenirs marquants du 14 janvier 2011 ?

Pour moi, c'était d'abord l'euphorie, le rêve de pouvoir bâtir cette nouvelle nation. Ce n'était pas seulement le départ d'un dictateur : une autoroute de citoyeneté s'ouvrait à nous : on allait pouvoir participer, bâtir... Pendant des décennies, on a été baïllonnés, privés de la possibilité de participer. Notre citoyenneté a été déniée. Au-delà des revendications socioéconomiques de dignité et d'emploi, il y avait cet appel à la citoyenneté, aux droits et à la liberté mais aussi et surtout à la possibilité de participation, d'épanouissement et d'accomplissement de soi. Il ne s'agissait plus simplement d'être spectateur. Donc c'est cela le 14 janvier.

Maintenant, il y a le 14 janvier et il y a le 17 décembre : le 17 décembre renvoie à une mobilisation qui avait pour base des revendications économiques et sociales. C'était un appel à la dignité venant des jeunes des régions défavorisées, en quête d'emploi et d'espoir... Ces régions avaient perdu leur ascenseur social. C'est cet appel-là qui, ensuite, a été relayé par l'appel du 14 janvier, avec des revendications de liberté et de citoyenneté. Aujourd'hui, si on fait une rétrospective, il y a une déconnexion entre les deux... En tout cas, pour moi, le 14 janvier, c'est la possibilité donnée au citoyen de participer, de fédérer avec la société civile, de penser à ce que sera la nouvelle Tunisie...

Je suis moi-même de cette génération qui suivait beaucoup les manifestations de la société civile... C'est d'ailleurs presque par hasard que j'ai intégré ensuite un parti politique.

Et comment vous est venue l'idée un jour de devenir constituante ? Est-ce que vous vous êtes retrouvée dans la situation où vous vous êtes dit : «J'y vais, je n'y vais pas ?»

C'est pas ainsi que les choses se sont présentées. C'est justement dans cette euphorie de l'appel à la citoyenneté que les choses se sont passées. Parce que j'étais active dans plusieurs associations et quand j'ai intégré un parti politique c'était en tant qu'experte au sein de la commission chargée de l'élaboration du programme. C'est cela qui me passionnait : pouvoir imaginer des réformes, imaginer comment on pouvait mettre en place un modèle socioéconomique basé sur l'équité, sur l'égalité... comment on pouvait remettre la société en marche, avec une économie inclusive et prospère... C'est par cette porte que j'ai intégré le parti (Ettakatol) en 2011 et c'est par là que j'ai pris, petit à petit, plus de responsabilités... D'ailleurs, le premier exercice politique entre guillemets, c'était de présenter le programme en question aux régions. C'était passionnant. Il y avait des dizaines, peut-être des centaines d'experts de tous bords qui ont participé. On était tous dans le partage de ce rêve... Et voilà, c'est comme cela que je me suis retrouvée numéro 2 sur une liste électorale, celle

Il faut une rupture économique, sociale et, certainement aussi, culturelle. On a besoin de réfléchir à un nouveau modèle qui permettrait, premièrement, de mettre en place une vision forte, celle d'un modèle inclusif et, deux, d'assurer la continuité ! On a un problème de continuité entre les différents gouvernements. Ce qui explique que les réformes n'aboutissent pas.

de la circonscription Tunis 2 : une circonscription quasiment impossible en 2011. En fait, on ne s'attendait pas à voir deux candidats élus dans une circonscription aussi difficile. Mais c'est comme cela que je me suis retrouvée membre de l'Assemblée constituante.

Comment avez-vous accueilli la nouvelle de votre élection ?

Je l'ai vécue comme une missionnaire. C'était une responsabilité historique et, pour moi, cette mission, je devais la mener jusqu'au bout : il fallait que le bateau arrive à bon port, quelles que soient les conditions. Je rappelle qu'en 2011, on a eu le choc des résultats, avec le raz-de-marée du parti Ennahdha... Il fallait être à la hauteur de la responsabilité qui m'avait été confiée : doter le pays d'une constitution progressiste, à l'image de la vraie Tunisie, reflétant la complexité du Tunisien sur le plan social et sociétal. Il fallait être là, être vigilant et être une force de proposition. Il fallait aussi être fédérateur : je suis de ceux qui ont toujours cru au dialogue et à l'échange, contre le dénigrement de l'autre. C'est d'ailleurs l'une de mes premières difficultés de l'exercice démocratique.

Défendre le dialogue était bien souvent une position très difficile...

J'ai eu une responsabilité énorme, en tant que vice-présidente d'une commission constituante chargée du préambule et des principes fondamentaux. Les clivages idéologiques autour de la charia au niveau des articles 1 et 2 étaient subis par cette commission-là. Même chose pour ce qui concerne l'égalité...

Avec le recul, quelles sont les satisfactions liées à cette période et quels sont aussi les regrets ?

L'acquis constitutionnel est aujourd'hui un acquis fondamental pour la démocratie et les institutions. Mais attention, la constitution a été réalisée à travers une approche participative. Il y a eu un dialogue dans les régions, pour connaître les attentes. Il y a eu une forte implication de la société civile. Personnellement, je recevais dans mon bureau des représentants de la société civile qui étaient porteurs de propositions. Il y avait aussi des experts qui étaient auditionnés... La constitution est une résultante de cette approche participative, je dirais presque exceptionnelle. Ce n'est pas un hasard si on a obtenu une quasi-unanimité au moment du vote. Mais ce n'est pas ce vote qui est important, c'est le fait que le Tunisien, quelle que soit sa région, quel que soit son milieu, son idéologie même, se retrouve dans ce texte constitutionnel.

Et je termine par un acquis qui est cher à mon cœur, et qui est l'article 46 relatif à la femme. Vous savez, durant cette période, on avait une lourde responsabilité, parce qu'il fallait d'une part, faire du participatif et, de l'autre part, il fallait être avant-gardiste. C'est toute l'histoire de la réforme tunisienne, de cette approche qui a été celle de Bourguiba, de Tahar Haddad... On avait la responsabilité de continuer cet avant-gardisme. La parité dans toutes les instances constitutionnelles — quoique l'Instance (Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution) avait donné le la —, l'obligation de l'État de lutter contre les violences faites aux femmes, ce sont des acquis majeurs. Il fallait donc honorer les acquis anciens, qui sont une composante de la pensée réformatrice tunisienne, mais aussi continuer sur la lancée... C'est un acquis fondamental. D'ailleurs on voit aujourd'hui les lois organiques qui émanent de l'article 46 : la loi relative à la lutte contre les violences, la loi sur l'héritage qui est initiée...

Et les regrets ? Pas de regrets ?

Si, bien sûr, il y en a beaucoup. Le principal regret c'est que, autant dans ce processus constitutionnel on peut comprendre que l'approche participative prendrait du temps, autant le problème de la participation de l'exécutif... Disons qu'on avait une Assemblée nationale constituante qui était aussi une assemblée législative, d'où émanait l'exécutif. Et on connaît les dépassements de l'exécutif pendant cette période : les atteintes aux droits et libertés, les

atteintes au niveau sécuritaire, et même sur le plan socioéconomique... Il y avait des défaillances énormes.

Vous voulez dire que vous en portiez une part de responsabilité ?

L'ANC aurait dû peut-être se concentrer sur son travail autour de la rédaction de la constitution pour s'acquitter du temps qui lui avait été imparti. Maintenant, c'est vrai que les phénomènes exogènes — les assassinats terribles qui ont eu lieu pendant la période de la Constituante — ont été un moment de grande division. Un des regrets aussi, c'est qu'on aurait aimé avoir plus d'union nationale, plus de rassemblement des forces vives : ça n'avait pas de sens d'avoir un gouvernement et une opposition alors qu'on n'avait aucun cadre réglementaire pour définir le rôle de chacun. On était en train d'imaginer le régime politique. On avait besoin de moins de divisions. Cela a créé les conditions de tiraillements et jusqu'au sang qui a coulé : cela a marqué cette époque constitutionnelle.

Quel regard portez-vous sur l'état des libertés aujourd'hui ?

Bon, cela rejoint ce que je disais à propos des droits des femmes... Mais il y a la liberté d'expression, qui est un grand acquis. Cependant, sans une instance de régulation forte et efficace, la liberté d'expression pourrait être dénaturée. Les lobbys des médias et de l'audit peuvent transformer cet acquis en un vrai danger. On le voit ce danger qui guette nos jeunes... On est dans un processus d'apprentissage. Il faut donc réguler, aiguiller. On peut considérer aujourd'hui que ce qui a été mis en place en termes d'instances constitutionnelles et de pouvoirs a permis de préserver les droits et les libertés. Donc même s'il y a des menaces de retour en arrière, je reste confiante dans les institutions. Les instances constitutionnelles peuvent jouer un rôle très important...

Plus important que celui qu'elles jouent en ce moment ?

Actuellement peu d'entre elles ont les prérogatives qui leur permettraient de jouer le rôle que les constituants ont imaginé pour elles. Aujourd'hui, ces instances font partie du pouvoir. A titre d'exemple, l'Instance de lutte contre la corruption — qui est un pilier du système démocratique — si on lui donnait les moyens d'agir, comme dans les pays qui ont gagné la bataille contre la corruption (l'Italie, la Jordanie, Singapour...) et qui ont misé sur une seule et unique structure... Il s'agit de pérenniser l'action de lutte contre la corruption. Ce n'est pas par à-coups qu'on la mène. Ce qui se fait actuellement est bien, mais c'est un travail de décennies. Nous avons donc besoin d'institutions pérennes, et la constitution a justement prévu une instance qui répond à cette exigence. Or, aujourd'hui, cette instance souffre d'un manque de prérogatives et de moyens en vue d'agir de façon efficace.

Nous avons besoin d'instances pour soutenir notre démocratie. C'est pareil

Nous sommes actuellement dans une déconnexion par rapport à ces attentes. Un parti qui gagnerait serait aujourd'hui un parti capable de mettre en place les mécanismes de nature à comprendre les attentes des Tunisiens et de les traduire... Les clivages idéologiques, le culte de la personnalité, tout cela est dépassé !

pour la Haïca (Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle). Certains disent qu'elle n'est pas efficace : mais lui a-t-on donné les moyens de l'être ? Nous sommes aujourd'hui, attention, face à un Etat conservateur en termes de prérogatives. Les lois qui émanent de l'exécutif reflètent la jalousie de ses prérogatives... Il y a donc un combat à mener pour les libertés et la société civile a un rôle à jouer : arracher ces prérogatives ! Que ce soit pour les instances constitutionnelles ou pour la décentralisation. Il s'agit de donner du pouvoir central au pouvoir local... Et j'en viens aux droits économiques et sociaux que je rattachais au début à la date du 17 décembre, à la révolution de la dignité, avec ses attentes : emploi, éducation, santé... Or c'est là qu'on est complètement défaillants.

Justement, je comptais vous demander si, selon vous, la rupture qu'a été la nouvelle constitution dans l'histoire du pays prévoit ou annonce une autre rupture... Y a-t-il selon vous une prochaine étape ?

La Constitution a été une rupture : nous sommes d'accord. Contrairement à ce qui a été l'habitude, on a un parlement, représentatif de toutes les régions, de toutes les catégories sociales, de tous les âges... Et on a eu un processus complètement participatif qui a rompu avec le «top-down» (verticalité du pouvoir). Donc rupture au niveau de la représentativité, dans la démarche, dans le dialogue et la recherche du consensus. Il n'y a plus d'être suprême qui nous dicte ce qu'il faut faire...

Mais je reviens à ce que je disais tout à l'heure : l'appel à la dignité et à l'équité est resté sans réponse. Nous avons des services publics qui sont devenus drastiquement délabrés, nous avons des droits économiques et sociaux qui sont à la traîne, un taux de chômage de plus en plus élevé, une infrastructure qui s'effondre...

Ma question portait sur le nouveau combat qui serait à mener...

J'y viens ! Nous avons un pouvoir d'achat qui est agressé, et un secteur économique qui est également agressé par un pouvoir en place, par les différents pouvoirs qui se sont succédés. Le combat actuel est socioéconomique. C'est un combat pour la mise en œuvre d'un modèle inclusif, pour le rétablissement de la confiance entre les acteurs, entre le citoyen et l'Etat... Depuis la révolution et les différents

gouvernements qui se sont suivis, nous avons vu qu'il y a une absence totale de vision. Et c'est pour cela qu'il n'y a plus de croissance. Les différentes lois de finances ont toujours cherché à augmenter les recettes sans faire preuve d'une vision courageuse. Notre problème est qu'on veut appliquer les mêmes méthodes pour obtenir de nouvelles solutions. Or, ces méthodes anciennes font partie du problème... Je prends à titre d'exemple la question énergétique : nous sommes un pays où le déficit énergétique représente la plus grande part du déficit de notre balance commerciale. On perd tous les jours des devises en consommant de l'électricité, alors que nous disposons d'une source non tarissable qui est le soleil. La vision de transition énergétique qui est portée par le monde entier, qu'en faisons-nous ? On taxe les panneaux photovoltaïques. C'est ce qu'on fait dans la dernière loi de finances. De cette

façon, on tue dans l'œuf toute initiative dans ce domaine... Nous sommes à contre-courant du futur ! Le futur, c'est l'innovation, c'est l'économie du savoir... Regardez, là encore, comment la loi de finances a accablé ce secteur de taxes supplémentaires, à plus de 50% entre TVA, droits de douane, droits de timbre...

Est-ce que ce combat dont vous parlez ne serait pas celui d'un parti, ou l'expression d'une conception particulière en matière de développement, plutôt qu'une nouvelle rupture au sens où certains parlent de la nécessité d'une révolution économique et d'autres d'une révolution culturelle pour le pays ?

Il faut une rupture économique, sociale et, certainement aussi, culturelle. Depuis les 7 dernières années, si on regarde un seul indicateur, le PIB par habitant, on observe qu'en 2008, on était à 7250 dinars, soit 4341 dollars. Aujourd'hui, on est à 3517 ! Il y a une baisse. On a besoin de réfléchir à un nouveau modèle qui permettrait, premièrement, de mettre en place une vision forte, celle d'un modèle inclusif et, deux, d'assurer la continuité ! On a un problème de continuité entre les différents gouvernements. Ce qui explique que les réformes n'aboutissent pas.

C'est un peu la règle dans les pays démocratiques, quand il y a un changement de majorité, il y a un changement de politique... Je suis désolée : entre le gouvernement Habib Essid et le gouvernement Youssef Chahed, c'est la même majorité. On a un problème de cohérence. On a même un problème de coordination au sein du même gouvernement... Et le temps qu'un gouvernement commence à préparer ses dossiers et ses réformes, hop, c'est fini ! Or si on avait instauré cette culture de la continuité, on n'en serait pas là. Je pense aussi qu'on gagnerait à être plus à l'écoute du citoyen et de ses attentes, en dépassant les clivages classiques que nous voyons dans les débats politiques. Nous sommes actuellement dans une déconnexion par rapport à ces attentes. Un parti qui gagnerait serait aujourd'hui un parti capable de mettre en place les mécanismes de nature à comprendre les attentes des Tunisiens et de les traduire... Les clivages idéologiques, le culte de la personnalité, tout cela est dépassé !

RS.



Plus important que celui qu'elles jouent en ce moment ?

Actuellement peu d'entre elles ont les prérogatives qui leur permettraient de jouer le rôle que les constituants ont imaginé pour elles. Aujourd'hui, ces instances font partie du pouvoir. A titre d'exemple, l'Instance de lutte contre la corruption — qui est un pilier du système démocratique — si on lui donnait les moyens d'agir, comme dans les pays qui ont gagné la bataille contre la corruption (l'Italie, la Jordanie, Singapour...) et qui ont misé sur une seule et unique structure... Il s'agit de pérenniser l'action de lutte contre la corruption. Ce n'est pas par à-coups qu'on la mène. Ce qui se fait actuellement est bien, mais c'est un travail de décennies. Nous avons donc besoin d'institutions pérennes, et la constitution a justement prévu une instance qui répond à cette exigence. Or, aujourd'hui, cette instance souffre d'un manque de prérogatives et de moyens en vue d'agir de façon efficace.

Nous sommes actuellement dans une déconnexion par rapport à ces attentes. Un parti qui gagnerait serait aujourd'hui un parti capable de mettre en place les mécanismes de nature à comprendre les attentes des Tunisiens et de les traduire... Les clivages idéologiques, le culte de la personnalité, tout cela est dépassé !

pour la Haïca (Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle). Certains disent qu'elle n'est pas efficace : mais lui a-t-on donné les moyens de l'être ? Nous sommes aujourd'hui, attention, face à un Etat conservateur en termes de prérogatives. Les lois qui émanent de l'exécutif reflètent la jalousie de ses prérogatives... Il y a donc un combat à mener pour les libertés et la société civile a un rôle à jouer : arracher ces prérogatives ! Que ce soit pour les instances constitutionnelles ou pour la décentralisation. Il s'agit de donner du pouvoir central au pouvoir local... Et j'en viens aux droits économiques et sociaux que je rattachais au début à la date du 17 décembre, à la révolution de la dignité, avec ses attentes : emploi, éducation, santé... Or c'est là qu'on est complètement défaillants.

Justement, je comptais vous demander si, selon vous, la rupture qu'a été la nouvelle constitution dans l'histoire du pays prévoit ou annonce une autre rupture... Y a-t-il selon vous une prochaine étape ?

La Constitution a été une rupture : nous sommes d'accord. Contrairement à ce qui a été l'habitude, on a un parlement, représentatif de toutes les régions, de toutes les catégories sociales, de tous les âges... Et on a eu un processus complètement participatif qui a rompu avec le «top-down» (verticalité du pouvoir). Donc rupture au niveau de la représentativité, dans la démarche, dans le dialogue et la recherche du consensus. Il n'y a plus d'être suprême qui nous dicte ce qu'il faut faire...

Mais je reviens à ce que je disais tout à l'heure : l'appel à la dignité et à l'équité est resté sans réponse. Nous avons des services publics qui sont devenus drastiquement délabrés, nous avons des droits économiques et sociaux qui sont à la traîne, un taux de chômage de plus en plus élevé, une infrastructure qui s'effondre...

Ma question portait sur le nouveau combat qui serait à mener...

J'y viens ! Nous avons un pouvoir d'achat qui est agressé, et un secteur économique qui est également agressé par un pouvoir en place, par les différents pouvoirs qui se sont succédés. Le combat actuel est socioéconomique. C'est un combat pour la mise en œuvre d'un modèle inclusif, pour le rétablissement de la confiance entre les acteurs, entre le citoyen et l'Etat... Depuis la révolution et les différents

gouvernements qui se sont suivis, nous avons vu qu'il y a une absence totale de vision. Et c'est pour cela qu'il n'y a plus de croissance. Les différentes lois de finances ont toujours cherché à augmenter les recettes sans faire preuve d'une vision courageuse. Notre problème est qu'on veut appliquer les mêmes méthodes pour obtenir de nouvelles solutions. Or, ces méthodes anciennes font partie du problème... Je prends à titre d'exemple la question énergétique : nous sommes un pays où le déficit énergétique représente la plus grande part du déficit de notre balance commerciale. On perd tous les jours des devises en consommant de l'électricité, alors que nous disposons d'une source non tarissable qui est le soleil. La vision de transition énergétique qui est portée par le monde entier, qu'en faisons-nous ? On taxe les panneaux photovoltaïques. C'est ce qu'on fait dans la dernière loi de finances. De cette

façon, on tue dans l'œuf toute initiative dans ce domaine... Nous sommes à contre-courant du futur ! Le futur, c'est l'innovation, c'est l'économie du savoir... Regardez, là encore, comment la loi de finances a accablé ce secteur de taxes supplémentaires, à plus de 50% entre TVA, droits de douane, droits de timbre...

Est-ce que ce combat dont vous parlez ne serait pas celui d'un parti, ou l'expression d'une conception particulière en matière de développement, plutôt qu'une nouvelle rupture au sens où certains parlent de la nécessité d'une révolution économique et d'autres d'une révolution culturelle pour le pays ?

Il faut une rupture économique, sociale et, certainement aussi, culturelle. Depuis les 7 dernières années, si on regarde un seul indicateur, le PIB par habitant, on observe qu'en 2008, on était à 7250 dinars, soit 4341 dollars. Aujourd'hui, on est à 3517 ! Il y a une baisse. On a besoin de réfléchir à un nouveau modèle qui permettrait, premièrement, de mettre en place une vision forte, celle d'un modèle inclusif et, deux, d'assurer la continuité ! On a un problème de continuité entre les différents gouvernements. Ce qui explique que les réformes n'aboutissent pas.

RS.